Networks in Contention. The Divisive Politics of Climate Change : Jennifer Hadden

Grégoire Lits

Dans *Networks in contention. The Divisive Politics of Climate Change*, Jennifer Hadden*assistant professor* à l'université du Maryland propose une analyse approfondie du rôle joué par les représentants de la société civile dans la principale arène onusienne dédiée à la lutte contre le réchauffement climatique : le United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). Plus précisément, l'auteure s'attache à décrire tant les modalités d'action que le rôle joué par les organisations de la société civile au sein des CoP (*Conference of the Parties*) et plus généralement dans la « politique globale » de lutte contre le réchauffement climatique.

Réalisée entre 2007 et 2013, l'enquête ancrée dans la sociologie des mouvements sociaux, combine habilement démarche qualitative et quantitative. La problématisation est fortement liée à l'histoire de la militance climatique et repose sur la montée sans précédent de nouvelles pratiques contestataires lors du sommet de Copenhague en 2009. Cette forte montée de la contestation marque, pour l'auteure, une rupture radicale dans la politique climatique. Pour la première fois, les organisations de la société civile, habituellement présentes directement au plus haut niveau des négociations, en sont exclues. Ce sommet est décrit comme une « descente vers le chaos » marquée par l'échec des négociations et l'apparition soudaine d'actions de protestation radicales semblables à celles observées à Seattle en 1999.

Le questionnement porte alors précisément sur l'apparition de ces protestations violentes que l'auteure nomme, en se situant dans la filiation des travaux de Charles Tilly, Doug McAdam et Sydney Tarrow, des « *contentious forms of collective action* ». Concept difficilement traduisible rendu généralement par « formes d'action collectives contestataires », « formes d'actions collectives violentes » ou « formes d'actions collectives conflictuelles ». Il s'agit pour l'auteure de comprendre comment et pourquoi certaines ONG décident de déployer un répertoire d'action violentes. Cette analyse est couplée à l'analyse de l'apparition et de la popularité croissante du cadrage du réchauffement climatiques en termes de justice climatique par certaines ONG à la fin des années 2000.

Si les travaux d'Hadden s'ancrent donc dans la continuité d'un courant maintenant ancien d'analyse des actions politiques contestataires, l'originalité de sa démarche repose dans la mobilisation du cadre théorique et méthodologique de l'analyse des réseaux. Cette mobilisation théorique est fructueuse. Un des apports importants du livre consiste à montrer que pour comprendre la manière dont les acteurs établissent leur stratégie d'action, il est nécessaire de dépasser les deux cadres d'explications habituels de la « structure des opportunités politiques » et de la « mobilisation des ressources ». Pour Hadden, l'élément décisif pour comprendre pourquoi, à un moment donné, une organisation décide de se lancer dans des actions

protestataires violentes est son encastrement dans un réseau d'acteurs qui pratiquent déjà ce type d'actions.

Si les actions contestataires ont pris une telle ampleur à Copenhague, c'est alors principalement parce que le réseau des acteurs de la société civile investis dans les CoP a fortement évolué à cette période. Le premier chapitre démontre qu'entre 2007 et 2009, le nombre d'ONG et d'acteurs impliqués dans la lutte contre le réchauffement climatique a connu une très forte croissance. En 2009, 345 nouvelles organisations font la demande d'être reconnues comme observateur aux CoP, portant le nombre d'organisations reconnues à 1.319. Le deuxième chapitre analyse les conséquences de cette augmentation. En utilisant les méthodes de l'analyse de réseau, l'auteure démontre que plus le nombre d'organisations augmente plus les relations entre acteurs seront conflictuelles. En particulier l'auteure met en évidence l'apparition d'une scission du réseau en 2009 en deux parties distinctes ety très peu connectées. Une partie du réseau regroupe les acteurs présents dès le départ des négociations au sein de la coalition CAN (*Climate Action Network*) ; il s'agit des organisations adoptant une approche dite conventionnelle de la militance climatique (c'est à dire essentiellement scientifique et lobbyiste). Une seconde partie regroupe des organisations arrivées plus récemment dans les négociations au sein de trois coalitions (*Global Campaign for Climate Action*, *Climate Justice Now!* et *Climate Justice Action*). Ces organisations se distinguent car elles cadrent le problème du réchauffement climatique comme un problème de justice globale et sont plus favorables à l'action contestataire. Le troisième chapitre a pour objectif la démonstration d'une des thèses principales du livre : la manière dont une organisation va établir le choix de déployer des actions conflictuelles est fortement relationnelle. Elle dépend de l'encastrement de l'organisation dans une des deux parties du réseau. J. Hadden démontre statistiquement que les organisations encastrées dans la partie Justice globale du réseau seront beaucoup plus susceptibles d'adopter des stratégies conflictuelles. Les chapitres 4 et 5, prolongent alors ces analyses à partir de l'exploitation de très riches données qualitatives (accès à des mailing listes internes des différentes coalitions, observations, nombreuses interviews). Ils donnent une description très précise du cadrage principal véhiculé au sein des deux parties du réseau (*Conventional Climate Advocacy vs. Climate Justice Activisme*). Le dernier chapitre présente rapidement les implications des analyses menées par l'auteure pour la « politique climatique globale » et montre que l'augmentation du nombre de représentants de la société civile aux CoP et l'augmentation de la contestation liée a mené à une plus grande fermeture du UNFCCC vis-à-vis des acteurs de la société civile ainsi qu'au renforcement des contrôles policiers (*policing*) lors des sommets.

Dans ce livre Jennifer Hadden apporte donc une contribution importante tant à l'analyse de la politique globale du réchauffement climatique, qu'à l'analyse sociologique des réseaux de plaidoyer transnationaux. La richesse des données collectées (décrites précisément dans une annexe) est remarquable. Nous pouvons juste regretter que les données qualitatives visiblement très abondantes n'aient pas été exploitées et dévoilées davantage dans ce livre finalement très court.